

# L'An 0 du Dialogue Social

Le premier CTPIR IDF-OM de l'année 2011 qui devait se tenir le 1<sup>er</sup> Février a été boycotté par l'ensemble des Organisations Syndicales. Elles se sont exprimées d'une seule voix contre la destruction des emplois à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, contre le cynisme d'une logique qui laisse les agents, **tous les agents**, sur le carreau mais ne propose aucune amélioration du Service Public.

Malgré tout, le CTPIR a bien eu lieu le 3 Février pour un marathon plus qu'un véritable dialogue social. Ceux qui pensaient encore que les CTP permettaient de porter la voix d' « en-bas » sont des naïfs qui s'ignorent ! La moitié de l'ordre du jour n'a pu être traitée et le reste, a davantage ressemblé à une lecture de documents que nous avons déjà, qu'à un véritable échange.

Le gros morceau concernait la réorganisation des services. Rien de nouveau : tout est justifiable ! Tout et son contraire est utilisé dans des discours emphatiques qui ne répondent à rien. La seule chose bien réelle, c'est que le pouvoir de décision n'appartient plus aux Directeurs Territoriaux (si on le croyait encore !), ni même à la DIR (nous avons encore un espoir !). La Protection Judiciaire de la Jeunesse est un désert : Il ne reste que le DPJJ !

Il ne reste que des normes à appliquer « bêtement », sans adaptation à la réalité du terrain et surtout sans égard pour le public, les mineurs et leurs familles. Et quand nous osons soulever ces questions, la réponse est « c'est pas nous qui faisons les lois ou les règlements » ou encore « regardez en province, c'est pire qu'ici » ! En un mot, ne vous plaignez pas d'avoir encore du boulot ! Mais pour combien de temps..... ?

La fermeture de structures se poursuit pour des motifs plus ou moins avouables et souvent de façon assez triviale. Il n'y a qu'à regarder du côté de l'UEMO de Houilles, du sursis des STEI ou encore de la levée de bouclier des Directeurs de l'Essonne. La liste des postes sera connue dans quelques jours...En attendant, retenez votre souffle et surtout, continuez à travailler comme si de rien n'était !

L'accompagnement de la fonction support, autrement dit la modification de la fiche de poste des Adjoints Administratifs a indigné tout le monde sauf l'Administration, bien sûr. Au delà du contenu improbable d'une telle fonction, avec une nouvelle appellation pompeuse et la reconnaissance en moins, l'Administration généralement si prompte à se cacher derrière les normes, n'admet pas qu'il puisse en exister pour ceux qui travaillent ! Ainsi, à coup de baguette, elle invente un poste qui devrait relever de la catégorie A. La DIR a beau dire qu'il ne s'agit que de « transférer des actes techniques », il serait étonnant qu'elle ne transfère pas du même coup la responsabilité qui va avec et le salaire en moins !

Mais comme il existe des solutions à tout, peut-être qu'un petit « Observatoire des Relations Sociales et des Conditions de Travail » permettrait de faire avaler les couleuvres qui depuis longtemps ont remplacé les amères pilules. Si la seule raison de cet observatoire est de créer une illusion de dialogue social de plus, alors nous n'en voulons pas. Il serait certainement plus dommageable pour l'Administration, que les agents investissent les médecins de prévention et les Conseils d'Hygiène et de Sécurité. Discuter avec des non spécialistes est toujours moins risqué que d'être en face de professionnels qui connaissent les Lois !